

tant que je lui réserve. En 1954, M. Duplessis a dit que cela était indispensable à l'autonomie du Québec. Il faut choisir entre la chèvre et le chou. Ou bien on signe un accord qui confie la perception au gouvernement fédéral ou bien on n'en signe pas. Nous n'avons pas eu de contre-offre. Le gouvernement du Québec a tout simplement essayé de m'obliger à lui envoyer un chèque, dont ne bénéficient pas les autres provinces auxquelles j'ai offert une indemnisation. Bien entendu, la situation est délicate.

Comme j'ai confiance en nos institutions et dans la bonne foi de ceux qui ont été élus d'un bout à l'autre du Canada, quelle que soit leur allégeance politique, j'ai agi ainsi. J'ai peut-être été trop généreux en croyant que dans le domaine économique et fiscal, on peut compter sur la bonne foi de tous. Malheureusement la chose n'est pas possible. Toutefois, je n'y reconcerai pas . . .

**Des voix:** Bravo!

**M. Chrétien:** . . . car je crois qu'un des problèmes au Canada est que nous détruisons un instrument indispensable, le gouvernement national. C'est extrêmement important. A l'heure actuelle, je trouve peu agréable la tâche du ministre des Finances du Canada. Je ne serai pas imbu d'esprit de parti en soulevant le problème qui se pose au Québec.

J'ai comparé la situation financière de Terre-Neuve avec celle de l'Alberta qui ont toutes deux des gouvernements conservateurs. J'en ai été retourné. La taxe de vente la plus élevée est prélevée à Terre-Neuve. Il n'y a pas de taxe de vente en Alberta. La taxe la plus élevée sur le carburant est perçue à Terre-Neuve. Il n'y en a pas en Alberta. La plupart des taxes perçues à Terre-Neuve n'existent pas en Alberta. C'est une bonne chose pour l'Alberta. Toutefois, dans un pays comme le Canada, n'est-ce pas normal d'avoir un gouvernement fédéral assez fort pour venir en aide aux provinces démunies avec l'argent provenant des provinces les plus riches?

**Des voix:** Bravo!

**M. Chrétien:** J'ai été élu à la Chambre il y a quinze ans. Certaines gens en dehors de la Chambre prétendent que je suis maintenant de la droite. Cela ne m'importe guère. Je tente de bien faire. Toutefois quand j'ai été élu, je croyais au partage. Il n'y avait aucun régime d'assurance frais médicaux. Il n'y avait pas de régime d'assurance-maladie. Il n'y avait pas non plus toute sorte d'autres programmes. J'ai participé à maints programmes dont M. Pearson et le premier ministre actuel ont eu l'idée. Sauf erreur—je parle uniquement de mémoire—l'OCDE a déclaré cette semaine que le revenu moyen des Canadiens était supérieur à celui des Américains.

● (1712)

**M. Stevens:** Lisez donc le rapport en entier.

**M. Chrétien:** Seuls les Suisses et les Suédois ont un revenu moyen supérieur au nôtre. Étant donné la géographie du pays où nous vivons, avec des provinces qui s'étendent d'un océan à l'autre sur une distance de 4,000 milles, et les 4,000 milles de distance qui séparent Windsor du Pôle Nord, et compte tenu du chemin que nous avons parcouru en 110 ans, je suis fier d'être canadien.

**Des voix:** Bravo!

**M. Chrétien:** Je suis fier des efforts que je déploie pour maintenir l'intégrité de notre pays et pour combler le fossé qui

sépare les riches des pauvres. Si je ne risquais pas ainsi ma peau, ma conscience me reprocherait . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Chrétien:** Les députés d'en-face ont beau rire. Je suis député depuis des années, et j'ai passé six ans, un mois, trois jours et deux heures à chercher à résoudre les problèmes des Eskimaux et des Indiens, soit les minorités les plus faibles de notre société.

**M. Paproski:** Qui a ri?

**Une voix:** Nous sommes tous Canadiens.

**L'Orateur suppléant (M. Turner):** La parole est au ministre des Finances. Le débat sera long et nous aurons tous l'occasion de parler.

**M. Chrétien:** Je l'ai fait parce que je crois que ce pays peut offrir quelque chose de différent. Un des moments les plus heureux de ma vie a été le jour où je me suis servi de l'argent des contribuables pour aider un Esquimaux à publier le premier livre en langue esquimaude à paraître dans le monde. Nous croyions qu'il était important que la plus petite minorité de ce pays préserve sa langue et sa culture pour les générations à venir.

Je peux accepter beaucoup d'insultes de l'opposition. Je ne m'en fais pas. Je ferai mon devoir comme je l'entends. Et mon devoir, c'est d'essayer de mettre au point une nouvelle formule pour réaliser une plus grande égalité dans ce pays. Nous devrions peut-être essayer de modifier la constitution. Le premier ministre vient d'en parler. Mais je voudrais seulement dire à la Chambre que je pense que nous nous sommes aventurés dans une voie dangereuse.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stevens:** Mais c'est vous qui nous y avez poussés!

**M. Chrétien:** Certains sont disposés à faire des compromis, pas moi. Cette mesure n'est qu'une mesure. Nous ne pénalisons pas les Québécois. Nous ne faisons aucune discrimination contre les autres provinces. Les députés peuvent apporter toutes les nuances qu'ils veulent, mais essentiellement, c'est un programme solide. J'ai discuté avec les ministres des Finances du pays, abstraction faite de M. Parizeau, et j'ai parlé avec mes collègues. Ils ne sont pas tout à fait d'accord . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Chrétien:** J'ai déjà essayé, je leur ai parlé et m'entretiens avec eux de nouveau. Je ferai mon possible pour assumer cette fonction. En ma qualité de ministre des Finances, je dois essayer de mettre au point, de concert avec les autres provinces, une politique économique. C'est une voie qu'il faudrait explorer. Cela m'a créé, évidemment, certains problèmes. Mais ce ne sont pas les problèmes qui me font peur. Je sais faire face aux problèmes et aux difficultés. Ce sont les solutions raisonnables qui me préoccupent.

Je tiens à donner une compensation aux Québécois. Je ne veux pas qu'ils se retrouvent perdants. Si le gouvernement québécois veut augmenter son impôt sur le revenu, qu'il le fasse. Il ne faut toutefois pas oublier que, la situation étant ce qu'elle est au Canada, nous n'aurons peut-être pas besoin de référendum pour nous séparer, étant donné que l'on s'acharne à affaiblir l'édifice fédéral. On assistera dès lors à une séparation de fait. J'essayerai de présenter les programmes le plus susceptibles de donner un bon coup d'éperon à l'économie et de